



COMMUNE  
DE  
FARCIENNES

PRESENTS : BAYET Hugues, BRUYNINGKX-Céline, CAKIR Latife, CAMMARATA Josephine, CECERE Sandro, DEBRUX Alex, DENYS Laurence, DUCHENNE Ophélie, FENZAQUI Abdoullah, KABIMBI Adrienne, KURT Burcu, LEFEVRE Patrick, LEMAITRE Fabian, LO RUSSO Antonella, MINSART Fabrice, MONT Cathy, MOUTTAKI Nadia, NIZAM Ozcan, PRÔS Pauline, SCANDELLA Benjamin, SERDAR Nejmi;

JOACHIM Jerry, Directeur général;

**OBJET 22 : REDEVANCE COMMUNALE SUR LES FRAIS D'ENQUETE PAR L'ENQUETEUR COMMUNAL EN MATIERE DE PERMIS DE LOCATION.- EXERCICE 2020 A 2025.- REGLEMENT.- DECISION A PRENDRE.**

Le Conseil communal, réuni en séance publique ;

VU la Constitution et plus précisément les articles 41, 162 et 173 ;

VU la Nouvelle Loi Communale ;

VU le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1, L1133-2, L3131-1 §1er 3° et L3132-1 ;

VU la circulaire ministérielle du 17 juin 2019, relative à l'élaboration des budgets 2020 des communes de la Région wallonne, et plus particulièrement la partie « nomenclature des taxes communales » ;

VU la délibération du Conseil communal du 21 mars 2019 établissant un règlement général relatif à la procédure d'élaboration des factures et du recouvrement des créances non fiscales ;

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité communale de fixer, dans les limites des dispositions du décret du 3 juin 2004, le montant de la redevance pour le travail de l'enquêteur communal ;

CONSIDERANT qu'une attestation de conformité doit être délivrée par un enquêteur agréé, préalablement, à toute introduction d'une demande de permis de location ;

VU la communication du projet de délibération à la Directrice financière faite en date du 10 octobre 2019, et ce sur base de l'article L1124-40 §2 du CDLD » ;

VU l'avis favorable remis par la Directrice financière en date du 21 octobre 2019 et joint en annexe ;

VU que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité des membres présents ;

### **DECIDE :**

#### **ARTICLE 1 :**

D'établir pour les exercices 2020 à 2025, une redevance communale pour la réalisation d'enquêtes concernant les dossiers de demande de permis de location.

#### **ARTICLE 2 :**

La redevance est due par le bailleur ayant fait appel à l'enquêteur communal pour l'introduction d'une demande de permis de location

#### **ARTICLE 3 :**

La redevance est fixée conformément à l'arrêté du 3 juin 2004 du Gouvernement wallon relatif au permis de location à :

- 125 € en cas de logement individuel ;
- 125 € à majorer de 25 € par pièce d'habitation à usage individuel, en cas de logement collectif.

Ces montants sont rattachés à l'indice des prix à la consommation de septembre 2003 (98,51) et sont

indexés au 1er janvier de chaque année sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de septembre de l'année précédente.

ARTICLE 4 :

La redevance est payable au comptant ou par virement bancaire avec remise d'une preuve de paiement, préalablement à la visite des lieux.

ARTICLE 5 :

En cas de non-paiement de la redevance, le débiteur est mis en demeure de payer par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi (d'un montant égal au coût des frais postaux) sont mis à charge du redevable et recouvrés par la même contrainte.

A défaut de paiement, et pour autant que la créance soit certaine, liquide et exigible, le Directeur financier envoie une contrainte, visée et rendue exécutoire par le Collège communal.

Cette contrainte est signifiée par l'exploit d'huissier.

Cet exploit interrompt la prescription.

Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

ARTICLE 6 :

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

ARTICLE 7 :

La présente délibération sera transmise :

- Au Gouvernement Wallon, via e-tutelle;
- Aux services communaux concernés, pour dispositions;
- A Madame la Directrice financière, pour information.

AINSI FAIT ET DELIBERE EN SEANCE A FARCIENNES, LE LUNDI 21 OCTOBRE 2019

PAR LE CONSEIL:

Par ordre,

Le Directeur général,

(s) Jerry JOACHIM

Le Bourgmestre,

(s) Hugues BAYET

POUR EXTRAIT CONFORME :

Délivré à Farciennes, le 30 octobre 2019.

Le Directeur général,

Jerry JOACHIM



L'Echevin délégué

Benjamin SCANDELLA